

## Le mouvement ouvrier en Roumanie Le congrès constituant des syndicats et des organisations socialistes en Roumanie (1906)\*

Le mouvement socialiste en Roumanie, qui était en difficulté depuis plusieurs années, se montre aujourd'hui à nouveau au grand jour et cette fois-ci en tant que mouvement de classe vraiment prolétarien. Dans ce court rapport, qui ne retrace que les travaux du dernier congrès, il est impossible d'éclaircir les causes de la crise, ou plutôt de la disparition du socialisme en Roumanie. Contentons-nous de citer comme causes principales l'état d'arriération économique de ce pays, le petit nombre des prolétaires de l'industrie et leur éparpillement en un nombre infini de petites entreprises.

Aujourd'hui, cette situation est modifiée en de nombreux points. Si la Roumanie est certes restée un pays agricole, elle possède tout de même une grande industrie, qui joue un rôle prépondérant dans la vie économique. Les revenus de l'industrie, 250 millions par an, atteignirent dès 1901 la moitié de ceux de l'agriculture (500 millions).

Ces chiffres n'incluent pas l'industrie pétrochimique, dans laquelle, selon un recensement récent, a été investi un capital de 300 millions de francs. Mais outre la grande industrie, qui emploie actuellement 50 000 ouvriers, de grandes modifications ont eu lieu dans la petite et moyenne industrie. Ces branches se sont «capitalisées», dans la mesure où les petites entreprises se sont transformées en entreprises moyennes ou très grosses.

C'est précisément sous l'influence de ces transformations que les petits producteurs — les artisans — ont donné naissance il y a maintenant

---

\* «Die Arbeiterbewegung in Rumanien», *Die Neue Zeit*, 9/15 septembre 1906, traduit par M. Stobnicer. Rakovsky, ayant tiré le bilan de la faillite du parti socialiste roumain aux mains de l'intelligentsia «de gauche» qui était devenu un appendice du mouvement démocrate bourgeois, avait entrepris la reconstruction d'un parti à travers et sur la base de l'activité syndicale. Il fait ici le compte rendu de la première étape importante de cette entreprise, le congrès ouvrier de 1906.

six ans, à un mouvement contre la concurrence étrangère. Ce mouvement, marqué de fortes tendances antisémites et nationalistes, et soutenu par les démagogues et les politiciens pour des raisons électorales, amena la constitution de corporations qui, par maints aspects, rappellent les guildes du moyen-âge. La base fondamentale de cette organisation est son caractère obligatoire. Tous les ouvriers et les patrons, y compris ceux de la grande industrie, sont obligés d'appartenir à la corporation de leur branche.

Les Juifs, qui sont chez nous soumis à des lois d'exception de même que les étrangers — artisans et ouvriers — furent contraints de verser leurs cotisations dans les caisses de la corporation, sans toutefois jouir des mêmes droits que les artisans et ouvriers roumains. Nul ne peut exercer un métier ni fonder une entreprise sans autorisation de la corporation, nul ne peut être embauché sans un livret délivré par la direction de la corporation. Cette loi réactionnaire eut, du point de vue politique et économique, l'effet exactement inverse de celui qu'en espéraient le gouvernement et les maîtres artisans.

Par la simple logique des faits, c'est justement au sein même de ces corporations que se développa le combat entre les patrons et les ouvriers. Les questions fondamentales devinrent sources de conflits permanents : la réglementation du travail dans l'entreprise, l'organisation et l'administration des caisses d'entraide en cas de maladie, d'accident ou de mort, le choix des organes directeurs des corporations, etc. Des ouvriers réunis pour la première fois, et réunis par la force de la loi, comprirent la force qu'ils représentaient, et c'est ainsi que naquit en leur sein la tendance à s'organiser en syndicats.

Le mouvement syndical proprement dit ne date que d'un an, mais durant cette seule année il a pris un puissant essor. Des conditions favorables à la lutte contre le capital ont été créées par les bonnes récoltes des trois dernières années et leur implication sur la production industrielle, par l'importante croissance de l'extraction du pétrole, surtout depuis les incendies des puits de Bakou en Russie, ainsi que par l'exposition nationale qui a eu lieu cette année. On peut dire que cette année une véritable épidémie de grèves a eu lieu en Roumanie. Certaines grèves, comme celle des ouvriers de la chaussure à Bucarest, à laquelle participèrent 7 à 8000 ouvriers, ou celle des ouvriers des tabacs et des allumettes, avec 2000 participants, montrent bien combien la production industrielle en Roumanie s'est rapidement concentrée. D'autres grèves, telle celle des empaqueteurs dans les docks nationaux de Galatz, ou celle des facteurs de Bucarest sont caractéristiques, car elles sont dirigées contre l'Etat-patron. C'est également le cas pour les ouvriers des tabacs et allumettes. Ces grèves, déclenchées pour une grande part par des travailleurs inorganisés et dirigées par des leaders improvisés, ne disposaient d'aucun moyen pour résister, et donnèrent aux syndicats une bonne occasion d'intervenir, et

c'est souvent ce qui fut décisif pour le succès de ces grèves. L'idée syndicale est devenue si populaire aujourd'hui que même un groupe de policiers municipaux de Bucarest s'est adressé à nous (au nom de 1300 de leurs collègues), pour que nous défendions leurs revendications salariales.

Evidemment, nous avons bien conscience que ces succès inattendus de notre mouvement, de même que l'issue positive de presque toutes les grèves, sont dûs à la division dans les rangs de nos ennemis, plutôt qu'à la solidité et à la richesse de nos organisations. Par la soudaineté de sa constitution, le mouvement ouvrier actuel en Roumanie a porté la confusion dans les rangs des capitalistes, ce qui nous a permis maints succès. Mais, à l'avenir, la classe des capitalistes ne se laissera plus attaquer ainsi sans préparation.

Certaines grèves étaient remarquables par leur déroulement mouvementé. C'est le cas pour la grève des dockers de Galatz, à laquelle participèrent 600 ouvriers: le gouvernement envoya 500 soldats pour remplacer les grévistes, et toute la garnison de la ville fut mobilisée. Les brutalités, les arrestations eurent lieu comme dans toute grande grève. En réponse à ces provocations, les dockers, rejoints par les sept syndicats existant à cette époque à Galatz, organisèrent une démonstration qui impressionna toute la population par son calme et par sa discipline. Le gouvernement, qui tout d'abord ne voulait pas entendre parler de concessions, se vit contraint de céder. Les ouvriers gagnèrent sur tous les points, obtenant même qu'on libère leurs six camarades accusés d'« incitation à la révolte », et que cesse toute procédure contre eux. Il est à remarquer qu'au cours de cette grève, nous fîmes usage avec succès de l'autorité du Bureau socialiste international. L'auteur de ces lignes, qui appartenait à la délégation chargée de négocier avec les autorités, déclara au préfet que si le conflit n'était pas réglé nous serions obligés d'utiliser le Bureau socialiste international pour appeler nos camarades de Rotterdam et d'Anvers à boycotter les bateaux chargés de bois en provenance de Galatz. Et pour qu'il ne considère pas cet appel à la solidarité internationale des travailleurs comme une menace en l'air, nous lui présentâmes l'exemple de la grève des menuisiers de Bucarest, où grâce au boycottage de nos camarades syndiqués de Stuttgart, une commande de meubles venant de Bucarest ne fut pas honorée, contraignant le patron à céder.

La grève des facteurs de Bucarest, ainsi que celle des ouvriers des tabacs furent également mouvementées. Aux brutalités de la police, qui voulait contraindre par la force les ouvriers à reprendre le travail, le prolétariat de Bucarest répliqua par une manifestation de rues aux accents de l'*Internationale*. Cette vive résistance enseigna à la police, et surtout aux commissaires de police, à agir avec un peu plus de circonspection. Il nous fallut convoquer la conférence — c'est ainsi que nous nommâmes notre premier congrès — afin de réunir les forces éparpillées et constituer des organes de centralisation. La première tâche fut menée à bien grâce à

l'élaboration du « statut général des syndicats ouvriers de Roumanie ». L'organe central est représenté par la Commission Générale des Syndicats de Roumanie, qui a son siège à Bucarest et un secrétaire appointé.

Par son intermédiaire, nos syndicats peuvent entrer en contact les uns avec les autres, et avec les syndicats à l'étranger. Les trois principes de base de notre organisation sont les suivants : lutte contre l'exploitation sous toutes ses formes, lutte des classes, solidarité internationale des travailleurs.

Parallèlement aux syndicats, et en contact actif avec ceux-ci, existent également des organisations ouvrières dont la tâche est de mener une propagande socialiste systématique et de mener la lutte politique.

A la conférence participèrent 94 délégués de 36 organisations syndicales, représentant 4466 ouvriers cotisant régulièrement. Il faut y ajouter sept camarades individuels, dont trois étrangers : le camarade Ratchev, représentant les socialistes bulgares, le camarade Auerbach, représentant les socialistes roumains en Hongrie (membre du parti hongrois), et enfin le camarade Grigorovic, représentant les socialistes roumains de Bukovone (appartenant au parti autrichien).

Les travaux de la conférence, présidés par Rakovsky (président), Constantinescu et Sion (secrétaires), durèrent trois jours du 13 (26) au 15 (28) août, et furent marqués par une grande animation et l'esprit révolutionnaire des participants. Sur différentes questions de grande importance pour notre mouvement, comme « syndicats et corporations », ou « syndicats et grèves » plus de vingt orateurs prirent la parole, alors que tous les délégués sauf sept ou huit étaient des ouvriers. Ceci démontre l'intérêt profond de la classe ouvrière roumaine pour le socialisme.

Citons quelques unes des résolutions adoptées par cette conférence, afin de montrer quel esprit anime nos syndicats :

#### Syndicats et socialisme

« — Considérant que le développement de la société moderne tend à faire de la classe ouvrière (sans cesse augmentée par la prolétarianisation des couches moyennes d'artisans, petits propriétaires terriens et petits paysans) le principal fondement du monde économique moderne, alors qu'à l'inverse sa situation matérielle et morale s'aggrave de plus en plus en raison de l'exploitation capitaliste accrue ;

— considérant d'autre part que l'émancipation du travail ainsi que l'élimination de toute misère sociale ne peut résulter que de la transformation de la propriété privée des moyens de production en propriété de la nation entière, qu'au cours de cette transformation à laquelle nous pousse le développement économique d'une part et le combat de classe du prolétariat d'autre part, les syndicats sont appelés à jouer le rôle d'organisations chargées de la direction et de l'administration de la production socialiste ;

— considérant que le grand combat pour l'émancipation du travail nécessite que les travailleurs prennent conscience de leurs tâches, qu'ils participent activement à tous les combats contre le capital, qu'ils fassent preuve d'un puissant sentiment de solidarité et d'un grand esprit de sacrifice ;

— considérant que ce sont précisément les syndicats qui par les combats incessants en faveur du prolétariat, constituent les écoles d'éducation de la conscience de classe, raffermissant les esprits et les cœurs, et renforçant la puissance et l'énergie de la lutte des classes prolétarienne en luttant pour les améliorations matérielles — augmentation des salaires, raccourcissement de la journée de travail, disparition de toutes les nuisances dans la vie ouvrière ;

La conférence recommande avec insistance à tous les travailleurs salariés de s'organiser en syndicats, selon les industries et les métiers auxquels ils appartiennent ;

Elle déclare que tout travailleur n'appartenant pas au syndicat de sa profession trahit non seulement ses intérêts de classe, mais également les intérêts de sa famille, de ses enfants, et les siens propres ;

Mais comme d'autre part le combat syndical est surtout limité aux intérêts économiques et corporatifs du prolétariat, comme il est destiné à régler plutôt les conflits naissant entre ouvriers et patrons durant le processus de production dans les usines et les ateliers, et comme par ailleurs le combat du prolétariat doit être dirigé contre toutes les institutions politiques ;

Comme un tel combat ne peut être mené avec succès que par le parti ouvrier socialiste de Roumanie, dont le but est la réalisation des idéaux de la classe ouvrière par le combat au parlement et en dehors du parlement ;

La conférence recommande aux travailleurs de prendre conscience de cette nécessité, et de chercher les voies et moyens propres à répondre à cette nécessité. ».

L'une des questions les plus vivement discutées fut celle de notre position par rapport aux corporations. Une résolution très radicale, dirigée contre les corporations et recommandant l'entrée dans les syndicats, fut adoptée à la quasi-unanimité.

Comme nous l'avons déjà signalé, cette année fut en Roumanie une véritable année de lutte. Malheureusement, nous ne disposons d'aucune statistique, même imprécise, concernant le nombre et la nature des grèves. A l'avenir, cette tâche sera confiée à la Commission Générale des Syndicats de Roumanie.

A l'occasion des grèves, notamment celles des travailleurs inorganisés, la conférence a édicté certaines règles. Avant tout, lorsqu'il s'agit d'un conflit mettant en jeu des travailleurs inorganisés, les syndicats ont également le devoir d'intervenir, et évidemment ils doivent tout faire à cette occasion pour syndiquer les travailleurs.

La conférence recommande aux syndicats de commémorer le 1<sup>er</sup> Mai à cette date, mais elle leur laisse toutefois la latitude de repousser la commémoration au dimanche suivant.

Les mots d'ordre du prolétariat roumain à l'occasion du 1<sup>er</sup> Mai sont les suivants :

1. Journée de 8 heures.
2. Remplacement de l'armée permanente par la milice populaire.
3. Suffrage universel direct, secret et égalitaire pour tous les sujets roumains, sans différence d'origine, de religion et de sexe.
4. Abrogation du droit d'expulsion et de toutes les lois d'exception dirigées contre les Juifs.

En outre, la conférence a adopté quatre résolutions : la première contre les brutalités policières à l'occasion des grèves et contre l'utilisation de l'armée pour remplacer les grévistes ; la deuxième résolution est consacrée à la situation russe ; la troisième à la situation en Autriche-Hongrie et la quatrième traite des luttes nationales sur la presqu'île des Balkans.

Toutes ces résolutions sont empreintes d'un esprit socialiste, de même que le discours final du président dans lequel celui-ci remercia les délégués étrangers pour leur venue et leur précieuse collaboration :

« Dites aux camarades au-delà des montagnes que c'est leur famille que vous avez retrouvée ici, c'est-à-dire la famille socialiste. Dites à tous nos camarades à l'étranger, qu'à partir de maintenant l'Internationale peut compter la Roumanie parmi les siens ! »

C'est aux cris de « Vive le socialisme international » et aux accents de l'*Internationale* de Pottier que se conclut la conférence.